

Domaine : Droit, Economie, Gestion ; Mention : Droit des affaires et fiscalité

RNCP16079 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	314t, 313, 128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis

<http://www.univ-paris8.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

ACTIVITES VISEES

La fonction de juriste d'entreprise n'a plus rien à voir avec celle de responsable du service du contentieux. Le responsable du service contentieux était seulement chargé de gérer a posteriori les litiges. Aujourd'hui, le juriste d'entreprise intervient en amont dans l'entreprise pour prévenir les difficultés.

Pour mener à bien cet objectif, le juriste d'entreprise mobilise ses connaissances en droit des sociétés, droit des contrats, droit de la concurrence, droit social, droit de la propriété industrielle et des nouvelles technologies, droit fiscal notamment. Dans son activité de suivi des litiges, de veille et de conseil, il décroïsonne ces différentes matières de droit. Il adapte ses connaissances théoriques au cas réel afin d'y répondre concrètement.

Le juriste d'entreprise fait preuve de polyvalence pour travailler efficacement en partenariat avec des comptables, des responsables des services du marketing ou des ressources humaines, des économistes.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

COMPETENCES ATTESTEES

- Mettre en œuvre les étapes de constitution et de restructuration d'une société ;
- Elaborer les actes modificatifs des statuts de sociétés et de gérer les assemblées générales ;
- Conseiller l'entreprise dans l'élaboration des contrats ;
- Assurer une veille juridique ;
- Communiquer avec les partenaires non juristes de l'entreprise ;
- Conseiller les acteurs de l'entreprise en cas de difficultés juridiques, comptables, financières et fiscales ;
 - Suivre les litiges en cours ;
- Gérer les opérations de dissolution, liquidation et partages de l'entreprise ;
- Suivre les procédures d'alerte, sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires des entreprises.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activité

Secteur privé

Petites, Moyennes et Grandes entreprises (juriste d'entreprises ; contrôleur adjoint de gestion; département du personnel et des relations humaines des entreprises);

Cabinets d'avocats d'affaires et de fiscalité ;

Cabinets d'audit et de certification des comptes (conseil juridique, commissaire aux comptes) ;

Assurances (cadre, agent général, courtier) ;

Banques et établissements de crédit (cadre, comptable, responsable service titres, comptes clients) ; Cabinets d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires ;

Offices de notaires (Clerc de notaire) ;

Cabinets d'huissiers de justice ;

Immobilier (prospecteur foncier, chef d'agence, montage d'opérations immobilières) ;

Transport (commissionnaire) ;

Organisations professionnelles et syndicales ;

Associations de l'économie sociale (cadre juridique)

Secteur public

Cabinet parlementaire (chargé de mission) ;

Hôpitaux (assistant) ;

Trésoreries générales (chef de service) ;

Direction régionale du travail (cadre B);

Impôts, Trésor, PTT... (inspecteur élève), etc.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Type d'emplois accessibles

Le Master professionnel de Droit des Affaires et Fiscalité permet, à l'issue de ses deux années, de débiter une carrière professionnelle dans un poste à responsabilité :

- Juriste d'entreprises ;
- Cadre d'assurances ;
- Cadre d'établissements de crédit ;
- Cadre juridique des associations de l'économie sociale ;
- Service juridique des collectivités territoriales ;
- Avocat ;
- Conseil juridique ;
- Clerc de notaires ;
- Commissaire aux comptes ;
- Expert Comptable ;

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €

Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Enseignants du Master

COMPOSITION DU JURY — CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Enseignants du Master et professionnel

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants et présence obligatoire d'un professionnel

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site Internet : <http://www.ufr-droit.univ-paris8.fr/-Masters->
Site Paris 8

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/16079/>